

**CONDITIONS ET LISTE DES PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE DEMANDE
D'AGREMENT POUR L'OUVERTURE D'UN BUREAU DE PLACEMENT ET/OU D'UNE
ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE**

Etablies conformément :

- au décret n°2007-548/PRES/PM/MTSS du 07/09/2007 portant réglementation des activités des bureaux, offices privés de placement et d'entreprises de travail temporaire ;
- à l'arrêté n°2007-028/MTSS/SG/DGT/DER du 21/11/2007 portant cahier de charges applicables aux bureaux, offices privés de placement et aux entreprises de travail temporaire.

I- CONDITIONS A REMPLIR

Le demandeur doit :

- ✚ être régulièrement installée au Burkina Faso ;
- ✚ être légalement reconnue, pour les personnes morales ;
- ✚ être de bonne moralité et jouir de ses droits civiques ;
- ✚ n'avoir pas été l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement de trois (3) mois fermes ou six (6) mois avec sursis ou d'amende de trois cent mille (300.000) francs CFA au moins pour crime ou délit ;
- ✚ ne pas occuper un emploi rémunéré dans une administration ou établissement public ;
- ✚ n'avoir pas été déclaré en état de redressement judiciaire, de liquidation des biens ou de faillite personnelle ;
- ✚ avoir l'activité de placement ou travail temporaire comme activité principale ;
- ✚ justifier de la constitution d'une caution d'un montant de trois cent mille (300.000) francs CFA auprès d'un établissement bancaire de la place.

I. LISTE DES PIECES A FOURNIR

Le demandeur dépose à la Direction générale du travail (DGT) sise à l'immeuble Baoghin à Ouagadougou ou à la Direction régionale du travail et de la protection sociale du ressort, un dossier comprenant les pièces suivantes :

- ✚ une demande timbrée à dix mille (10.000) FCFA sur un formulaire disponible à la Direction Générale du Travail et dans les Directions Régionales du Travail (voir annexes) ;
- ✚ un extrait d'inscription au registre du commerce dûment établi (l'activité principale doit être le placement et/ou le travail temporaire);

- ✚ une photocopie légalisée de l'Identifiant Financier Unique (IFU) ;
- ✚ un extrait d'inscription en qualité d'employeur délivré par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) ;
- ✚ une déclaration d'existence ou d'établissement délivrée par la Direction régionale du travail et de la protection sociale du ressort (joindre les copies des contrats des travailleurs déclarés) ;
- ✚ un certificat de non-faillite délivrée par le tribunal du commerce;
- ✚ une attestation de constitution d'une caution de 300 000 FCFA auprès d'un établissement bancaire (voir exemple d'attestation de constitution de caution en annexe).

Les personnes physiques doivent joindre en outre :

- ✚ un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu ;
- ✚ un extrait de casier judiciaire n°3 de moins de trois (3) mois de date ;
- ✚ un certificat de résidence.

NB :

- le Ministre chargé du travail délivre l'agrément après l'avis du Ministre chargé de l'emploi et une enquête de moralité menée par l'autorité compétente.
- le demandeur verse la somme de trente mille (30 000) FCFA contre quittance du trésor public avant de récupérer son agrément.

**Pour toute information complémentaire, veuillez contacter la Direction Générale du Travail au :
00226 71 25 27 59 / 00226 78 73 64 12**

ANNEXES

(A télécharger)

- Formulaire de demande d'agrément ;
- Exemple d'attestation de constitution de caution.

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU TRAVAIL

DEMANDE D'AGREMENT

Pour l'ouverture ou le renouvellement : - d'un bureau/office privé de placement (a)
-d'une entreprise de travail temporaire (b)

I. OBJET DE LA DEMANDE

Ouverture : a).....

b).....

Renouvellement : a)

b).....

II. IDENTITE DU DEMANDEUR

A. Personne physique

(À remplir si le demandeur est une personne physique)

Nom.....Prénom (s).....

Né le..... A

NationalitéN°pièce d'identité.....

Province.....Ville.....

Secteur.....Rue.....

Adresse postale.....Tél.....

Numéro Immatriculation CNSS

Numéro du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCM).....

Numéro Identifiant Financier Unique (IFU).....

B. Personne morale

(À remplir si le demandeur est une personne morale)

Dénomination (en toutes lettres).....

Forme juridique (1).....

Activité principale (2).....

.....
Activité (s) secondaire (s).....

Province..... Ville.....

Secteur Rue.....

Adresse postale..... Tél.....

Numéro Immatriculation CNSS.....

Numéro du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCM).....

Numéro Identifiant Financier Unique (IFU).....

III. DECLARATION DU DEMANDEUR

Je déclare ne pas occuper un emploi rémunéré dans une administration ou un établissement public.

Je déclare avoir pris connaissance des dispositions légales et réglementaires portant conditions d'ouverture des bureaux, offices privés de placement et entreprises de travail temporaire et m'engage à les respecter.

Je souscris pleinement et sans réserve aux prescriptions du cahier de charges applicables aux bureaux, offices privés de placement et entreprises de travail temporaire.

IV. PIECES JOINTES

(Cochez les pièces fournies)

un extrait d'inscription au registre du commerce (RCCM)	
une photocopie légalisée du numéro de l'Identifiant Financier Unique (IFU)	
une attestation de caution	
un extrait d'inscription en qualité d'employeur à la CNSS	
une déclaration d'existence ou d'établissement	
un certificat de non faillite.	
un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif d'acte de naissance	
un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois	
Un certificat de résidence	

Je certifie que les renseignements portés sur la présente demande sont exacts.

- (1) *Préciser la forme juridique : société commerciale (SA, SARL,...), syndicat ou association professionnelle, etc.*
(2) *Activité principale : pour les personnes morales autres que les syndicats et associations professionnelles*

Fait à, le.....

(ENTETE DE LA BANQUE)

ATTESTATION DE CAUTION N°.....

Nous soussignés, (raison sociale de la banque et adresse),

Attestons par la présente, que (**nom et prénom si personne physique, raison sociale si personne morale , et adresse**), titulaire du compte n°..... ouvert dans nos livres, a constitué une caution d'un montant de trois cent mille (300 000) francs CFA dans le cadre de sa demande d'agrément pour l'ouverture (ou le renouvellement) d'un bureau ou office privé de placement et/ou d'une entreprise de travail temporaire au Burkina Faso.

Cette somme restera bloquée dans le compte de (**nom et prénom si personne physique, raison sociale si personne morale**)..... jusqu'à l'obtention de l'agrément et pendant toute la durée de son activité en tant bureau ou office privé de placement et/ou d'une entreprise de travail temporaire.

En foi de quoi, la présente attestation de constitution de caution a été établie.

Fait à, le

.....

(Nom et prénoms, fonction et signature)